



DECLARATION DU SNUipp54-FSU – CAPD DU 4 JUIN 2014



Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

25 % de voix au Front National, un français sur deux qui ne vote pas... La démocratie est bien en panne. Il est clair que le scrutin des élections européennes du 25 mai dernier confirme un rejet des politiques d'austérité mais aussi un rejet du politique en général. Dans un tel contexte, le SNUipp-FSU va continuer de prendre toutes ses responsabilités pour faire face à ce désarroi, ce sentiment de déclassement, cette perte de confiance en l'avenir. Quant au gouvernement, il doit prendre les siennes mais certainement pas en répondant par « l'heure est grave, mais on continue ». Il est donc urgent de prendre un autre cap y compris dans la politique éducative actuellement menée.

Car que constatons-nous en cette fin d'année scolaire ? Une profession qui exprime de la déception, de la lassitude et du découragement, quelquefois de la colère face à une politique éducative qui s'est enfermée dans une réforme des rythmes scolaires incohérente et inefficace devenue à ce jour une réforme du péri-scolaire ; qui nous fera croire aujourd'hui que l'intérêt de l'élève prévaut ? Mais aussi plus largement face une politique éducative qui ne se donne pas les réels moyens de transformer l'Ecole pour favoriser la réussite de tous nos élèves en baissant les effectifs par classe, en généralisant le plus de maîtres que de classe, en développant des vrais cursus de formation continue, en réimplantant des RASED complets partout... etc...

Alors oui nos collègues en ont :

- Marre de voir leurs horaires et cadre de travail modifiés sans qu'ils aient réellement la possibilité de donner leur avis et de dire ce qu'ils pensent.
- Marre de subir des pressions de toute part, des mairies, des parents, d'IEN pour accepter telle ou telle organisation de la semaine. Combien de situations conflictuelles sont-elles en train de se faire jour dans les écoles et les communes à cause des décrets Peillon et Hamon ?! Le SNUipp-FSU a bien eu raison de voter contre ces modifications des rythmes scolaires qui polluent notre quotidien.
- Marre d'entendre qu'on cherche par tous les moyens à faire croire qu'il existe un lien entre réussite des élèves et organisation du temps scolaire alors qu'aucune étude sérieuse ne le démontre.
- Marre de subir, ici et là, des injonctions pour placer l'APC à tel moment et pas à un autre. Vous nous dites régulièrement faire confiance aux enseignants. Alors laissez-nous faire tels que les textes le précisent ! Nous sommes des

professionnels de l'Education et compétents à ce titre pour concevoir des outils pédagogiques et autres. D'ailleurs, l'organisation des 108 heures doit être totalement revue avec la fin de l'APC.

- Marre qu'on ne tienne compte ni des conditions de travail ni de la vie familiale des enseignants. Nous sommes des salariés comme les autres. Comment peut-on accepter que les demandes de temps partiel ne soient pas examinées à cette CAPD ? Avez-vous mesuré les conséquences pour les collègues tant en terme d'organisation professionnelle que familiale. Votre objectif est-il d'aboutir, comme vous avez réussi à le faire pour la formation continue, à dissuader toute une profession à ne plus utiliser ce droit ?
- Marre de constater que le droit à mobilité n'est pas respecté tant au niveau des permutations où les taux de satisfaction sont toujours aussi bas qu'au niveau du mouvement où la multiplicité des postes à profil et des postes bloqués empêchent, de fait, les collègues de muter à l'intérieur du département. Il y a, derrière tout cela, du mal être au travail et parfois des dégradations de vie personnelle et donc de la souffrance. Le nombre croissant de demandes de congé de formation n'en est-il pas un révélateur ?
- Marre de subir des baisses de salaire. Qu'on ne nous dise pas que l'ISAE a été une formidable avancée ! Ce qui a été donné d'un côté l'a été repris de l'autre. Et l'augmentation du ratio pour l'accès à la hors classe n'est en rien une réponse satisfaisante pour la grande majorité des collègues qui en sont exclus. C'est pourquoi le SNUipp-FSU exige l'accès de tous à l'indice terminal 783 au rythme le plus rapide.

Nous allons aujourd'hui examiner le projet de mouvement. Les élus du SNUipp porteront sans relâche un indispensable respect de l'équité et de la transparence. Nous rappellerons, si besoin, que si un barème ne peut satisfaire toutes et tous, il garantit des affectations réalisées en fonction de critères objectifs. Il sera d'ailleurs utile de définir clairement, au regard des expériences passées, ce que peut sous-entendre concrètement une « attention particulière » pour l'affectation de certains collègues dans les phases manuelles.

Nous le savons, la prochaine rentrée se prépare dans des conditions qui ne permettront pas d'améliorations pour l'école et ses personnels. **La réforme des rythmes n'était pas la priorité. Pour nous, les priorités sont ailleurs. Il est plus que temps de traiter des vrais enjeux de l'école publique: les conditions d'apprentissages des élèves et les conditions de travail des personnels avec des créations de postes à la hauteur des ambitions.**

Nous ne pouvons encore attendre. Alors oui, il est urgent de répondre aux préoccupations et aux exigences des enseignants ici en Meurthe et Moselle, pour ce qui relève de votre compétence, et bien entendu nationalement.